Secrets et mensonges : la nouvelle politique forestière de la Banque asiatique de développement

Créée en 1966, la Banque asiatique de développement (BAsD) se veut « consacrée à réduire la pauvreté en Asie et dans le Pacifique ». Or, les prêts de la Banque au secteur forestier indiquent qu'elle vise en fait la promotion de l'industrie et des entreprises, plutôt que les besoins des pauvres de la région.

Le premier prêt de la BAsD au secteur forestier eut lieu en 1977 et, depuis, elle a apporté plus d'un milliard de dollars US à des projets forestiers. Au moins 80 % de cette somme ont été dépensés à établir plus d'un million d'hectares de plantations d'arbres, dont les trois quarts sont des plantations commerciales. De ces plantations, les pauvres profitent très peu, ou pas du tout.

Pendant les deux dernières années, la Banque asiatique de développement a maintenu des discussions secrètes sur son projet de nouvelle politique forestière. Aucune information sur ces discussions n'a été divulguée. Le brouillon le plus récent qui ait été rendu public est daté de juin 2003 ; or le conseil d'administration de la banque a rejeté cette version en juillet 2003.

En novembre 2004, vingt-quatre ONG de seize pays ont écrit à Tadao Chino, à l'époque président de la BAsD, pour signaler les défauts du processus de révision de la politique forestière de la banque. En réponse, Robert Dobias, directeur de la division Agriculture, Ressources naturelles et Secteurs sociaux, a expliqué que la banque avait révisé le projet de politique de juin 2003 pour « y intégrer les commentaires reçus des critiques intérieurs et extérieurs ». Après cela, ajoutait-il, « certaines questions fondamentales ont été soulevées au sujet du soutien de la BAsD au secteur forestier ».

Dobias a évité de dire quelles étaient ces « questions fondamentales » et qui les avait soulevées. « À l'heure actuelle, nous en sommes à l'étape de discussion interne de ces questions », a-t-il écrit, et il a terminé sa lettre en disant : « Soyez certain que nous divulguerons les conclusions de nos délibérations internes et que nous inviterons le public à les commenter. »

En janvier 2004, en réponse à mes questions, Grant Curtis, « spécialiste en ONG » du Service du Développement régional et durable de la BAsD, m'a dit que « la BAsD prévoit de rendre publique la version finale du document avant de la soumettre à la considération du conseil ».

Les informations sur les prochaines réunions du conseil d'administration de la BAsD sont tenues secrètes. Néanmoins, un mémorandum interne de la Banque, daté du 7 avril 2005 et qui a filtré, mentionne un document de politique forestière (« Forest Policy R-paper », où « R » veut dire restricted, c'est-à-dire confidentiel) qui sera soumis au conseil de la BAsD le 5 juillet 2005, pour discussion et éventuelle approbation.

La date de la réunion du conseil peut changer. Néanmoins, ce mémorandum confirme que la BAsD a produit encore une version de sa politique forestière et que, contrairement à ce que Dobias et Curtis ont assuré, cette version n'a pas été rendue publique.

La BAsD a lancé la révision de sa politique forestière de 1995 en juin 2000. Il était prévu que la nouvelle politique forestière soit complétée pour la fin 2002. À cette date-là, d'après Jan van Heeswijk, qui était alors directeur général du Service du Développement régional et durable de la banque, « les études et la rédaction d'un projet de politique avaient été complétées ». Après six mois de « révision interne et de perfectionnement du document », la BAsD a présenté en juin 2003 le brouillon de la politique forestière qu'elle proposait.

Pendant quelque temps, la Banque a demandé à travers son site web des commentaires de ce projet, sans mentionner qu'il avait déjà été rejeté par son conseil d'administration en juillet 2003. Par la suite elle a arrêté de demander des commentaires et elle a promis qu'elle publierait une version révisée en juillet 2004.

En septembre 2004, la version révisée n'était pas encore là (et le site web de la Banque promettait toujours qu'elle serait publiée deux mois plus tôt, c'est-à-dire en juillet 2004). J'ai donc écrit à Javed Mir, expert en ressources naturelles (secteur forêts) de la BAsD et chef de mission pour la nouvelle politique forestière, pour lui demander, entre autres, quelle était la date prévue pour la publication du prochain brouillon. Mir a refusé de répondre.

Après cela, le 27 octobre 2004, la Banque a affiché sur son site web l'explication suivante : « À la suite de consultations intérieures et extérieures, un document de travail (W-paper) a été préparé et débattu pendant la seconde moitié de l'année 2003. Il était prévu de publier ici pour commentaire une version révisée de ce document. Néanmoins, lors de discussions internes tenues récemment (en août 2004), des questions fondamentales ont été soulevées au sujet du soutien de la BAsD au secteur forestier. Les progrès dans l'élaboration du projet de politique dépendront des résultats de ces discussions, qui sont actuellement en cours. »

J'ai encore écrit à Javed Mir en mars 2005. Je lui ai demandé pourquoi la Banque n'avait pas publié le document de travail rédigé pendant la seconde moitié de 2003, et quelles personnes avaient participé à sa discussion. Je lui ai demandé s'il était possible de consulter les comptes rendus de ces délibérations. Je lui ai demandé ce qui s'était passé entre la deuxième moitié de 2003 et le mois d'août 2004. Je lui ai demandé quelles « questions fondamentales » avaient été soulevées, et par qui. Je lui ai demandé à quelle date la Banque prévoyait de publier le prochain brouillon de sa nouvelle politique forestière. Une fois de plus, Mir a refusé de répondre à mes questions.

Après avoir reçu le mémorandum de la BAsD qui établit que le conseil discutera de la politique forestière en juillet, j'ai écrit à Rolf Eckermann, directeur exécutif de la BAsD pour l'Allemagne. Je lui ai demandé quel était l'état actuel de la nouvelle politique forestière proposée par la Banque et à quelle date elle prévoyait de la présenter. Je lui ai demandé quels documents avait produit la Banque depuis juillet 2003. Et je lui ai demandé de faire le nécessaire pour que Javed Mir, ou quelqu'un d'autre à la Banque, réponde à mes lettres de septembre 2004 et de mars 2005. Eckermann a refusé de répondre.

Lorsque la Banque déclare que la politique forestière proposée est fondée sur « un processus de révision participatif », elle dit n'importe quoi. L'ensemble du processus montre bien que la BAsD est une institution opaque, malhonnête et antidémocratique.

Chris Lang, adresse électronique : chrislang@t-online.de